

Les accords de libre-échange : quels sont les enjeux pour l'UE ? Jamel Saadaoui

Synthèse de l'étude

Cette étude est une tentative de mise en perspectives des enjeux des accords de libre-échange pour l'Union européenne (UE). Dans une première partie, sont utilisés les acquis de la littérature empirique pour analyser cette question de manière agnostique. Pour commencer, il apparaît que la causalité entre croissance économique et ouverture commerciale n'est sans doute pas univoque. Dans un second temps, sur le plan macroéconomique, l'ouverture commerciale n'est pas une condition suffisante pour enclencher un processus de développement économique et d'amélioration de son niveau. Quant à savoir s'il s'agit d'une condition nécessaire, la littérature empirique ne permet pas de trancher. Troisièmement, sur le plan microéconomique, les études qui confirment l'hypothèse d'auto-sélection (SS) sont beaucoup plus nombreuses que les études qui confirment l'hypothèse d'apprentissage par l'exportation (LE). Ainsi, il semble que les évidences empiriques indiquent que les effets de la productivité sur le commerce sont plus puissants que les effets du commerce sur la productivité. Dans une seconde partie, tout d'abord, sont utilisés les acquis empiriques de la première partie pour passer en revue trois accords de libre-échange qui ont une importance majeure pour l'UE, à savoir, l'accord global sur les investissements entre l'Union européenne et la Chine (Comprehensive Agreement on Investment), le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre les États-Unis et l'Union européenne (TTIP, Transatlantic Trade and Investment Partnership), l'accord de libre-échange avec le Japon (JEFTA). Si l'accord avec le Japon, le JEFTA, est en vigueur, l'accord sur les investissements avec la Chine, le CAI, et l'accord de libre-échange transatlantique avec les États-Unis, le TTIP, sont dans l'impasse. Ensuite, est abordée la question des possibles mesures de compensation. En effet, ce n'est pas parce que l'ouverture commerciale est potentiellement bénéfique à l'échelle d'une économie, qu'elle est bénéfique pour tous les individus. L'étude conclue que l'Union européenne devrait jouer un rôle majeur dans la construction d'une globalisation moins intense, plus démocratique et plus diverse sur le plan institutionnel. Ce qui rendra la globalisation plus efficace et plus légitime. Cela devra se traduire par des dispositions concrètes dans d'éventuels futurs accords de libre-échange.